



Gestion Européenne Conjointe des Connexions et Transports Transfrontaliers pour les îles

GEECCTT-ÎLES

MISSION D'ETUDE, D'ASSISTANCE ET DE CONSEIL SUR LA DESSERTE MARITIME

CORSE / SARDAIGNE : PROPRIANO / PORTO-TORRES

à titre transitoire en attente de la création du GECT

Analyse des offres

La notation de chacun des éléments sera établie selon l'échelle de notation suivante prévue au règlement de consultation :

| | | | | | |
|------------------|------------------|-------------|-----------|---------|-------------|
| 0 - Non-conforme | 1 - Très mauvais | 2 - Mauvais | 3 - Moyen | 4 - Bon | 5- Très bon |
|------------------|------------------|-------------|-----------|---------|-------------|

L'analyse des offres et leur classement s'effectuera comme suit :

- Critère valeur technique : Note de l'offre = note maximale (20) X note de l'offre / note meilleure offre.
- Critère prix : Note de l'offre = note maximale (20) X montant de meilleure offre / montant de l'offre.

Les notes attribuées pour chacun des critères sont multipliées par les coefficients de pondération qui leur sont affectés. Le marché sera attribué au candidat réunissant le plus grand nombre de points sur 20.

| Critères | | Pondération |
|----------|------------------|-------------|
| | Valeur technique | 60 % |
| | Prix | 40 % |

CADRE « QUESTION-REPONSE » A COMPLETER Notes sur 5

| REPONSE | Questions | Candidat N°1 Cloix&Mendes | Candidat N°2 CTS Consulting | Candidat N°3 Cahia Conseil |
|---|--|---|---|---|
| <p>4.1. Dispositifs généraux</p> <p>4.1.1. Contexte général du marché - Les références réglementaires</p> <p>La desserte maritime Corse-Sardaigne subit une évolution des dernières années.</p> <p>Son organisation a fait l'objet de nombreuses évolutions liées au droit national et communautaire ainsi qu'au marché concurrentiel avec l'apparition de plusieurs compagnies maritimes basées au pavillon communautaire.</p> | <p>Expliquer vos connaissances quant à l'histoire de la desserte maritime Corse/Sardaigne</p> | <p>3 Le candidat est bien documenté sur l'état actuel mais occulte la ligne historique de Bonifacio/Santa-Teresa</p> | <p>2 Le candidat confond avec la DSP Corse/Continent</p> | <p>3 Le candidat est bien documenté et restitue bien l'histoire des deux dernières décennies. Il lui manque cependant la vision territoriale de cet historique, notamment au regard des attentes de la population.</p> |
| <p>4.1.2. Les références réglementaires</p> <p>La liaison historique Corse/Sardaigne a fait l'objet de plaintes auprès de la Commission Européenne et de décisions de la part de celle-ci.</p> | <p>Expliquer vos connaissances quant à l'organisation de la desserte maritime Corse/Sardaigne</p> | <p>3 L'historique récent est bien appréhendé et notamment l'aspect judiciaire de la continuité territoriale établie de fait par la Région Sardaigne</p> | <p>2 Le candidat confond avec la DSP Corse/Continent</p> | <p>2 Le candidat, malgré sa lecture du contexte de coopération territoriale, et notamment les GECT, occulte complètement l'historique judiciaire Italie/Commission Européenne relatif à la seule ligne régulière Corse/Sardaigne, soit Bonifacio/Santa-Teresa</p> |
| <p>La Collectivité a confié à son office, l'Office des transports de la Corse (OTC), la gestion de la continuité territoriale dont la création et le fonctionnement sont prévus à l'article L.4424-20 du CGCT.</p> | <p>Expliquer votre connaissance des liens entre la CTC et l'OTC</p> | <p>5 Très bonne connaissance et restitution claire. Notamment au niveau de la tutelle.</p> | <p>4 Bonne connaissance et restitution claire</p> | <p>5 Très bonne connaissance et restitution claire, notamment du contexte de coopération territoriale européenne.</p> |
| <p>La Chambre régionale des comptes de la Corse a également insisté dans son rapport sur l'insuffisance des contrôles opérés par l'OTC auprès des compagnies, absence de contrôles lourds et conséquences financières.</p> | <p>Expliquer vos connaissances sur la procédure de DSP et les modalités de contrôle dans le cadre d'une DSP maritime</p> | <p>4 Le candidat pose les bases de la possibilité d'établissement de la DSP. Il pose bien en</p> | <p>3 Bonne connaissance de la DSP mais insuffisance de précisions sur les contrôles</p> | <p>5 Le candidat propose un déroulé précis et cadencé des contrôles qui :</p> |

| | | outre, la nécessité de contrôles réguliers notamment au regard des risques judiciaires sur un service public non fondé ou sans risque d'exploitation | | Doivent être prévus en fonction des résultats recherchés Assurent un suivi régulier pour une correction rapide. |
|--|--|--|--|---|
| Les autorités régionales Corse et Sardes ont entamé un processus d'évolution de la mise en œuvre d'une continuité territoriale européenne. | Expliquer votre connaissance de ce processus | 4 Le candidat est bien au fait du dossier et de son état actuel | 4 Malgré quelques imprécisions le candidat est bien au fait du dossier | 4 Le candidat est bien au fait du dossier et de son état actuel |
| <u>4.2. Organisation de la mission</u> <u>4.2.1 Objectifs de la mission</u> La mission concerne l'assistance juridique, technique et financière de la Collectivité territoriale de Corse pour la définition du meilleur mode de gestion de la desserte maritime et pour l'élaboration, la passation et la mise en œuvre de la future délégation de service public. | Exposer les moyens mis à disposition pour assumer cette mission. | 5 L'équipe mise à disposition ainsi que l'appui logistique (locaux et matériels) sont bien adaptés à la mission : Disponibilité, documentation, salle de réunion, moyens humains. Deux personnes maîtrisent la langue italienne | 4 trois séniors trois avocats Plate forme logistique et documentaire technique. | 5 Le groupement proposé par le candidat comprend les volets juridique, technique et financier nécessaires. La méthode de travail décrite est performante (cohérence, fiabilité, disponibilité, réactivité) Deux personnels maîtrisent la langue italienne |
| Le pouvoir adjudicateur mettra à la disposition du prestataire les documents en sa possession, nécessaires à la réalisation de sa mission (rapports, études, données sur les compagnies dont elle dispose). | Quels sont les documents nécessaires ? | 4 Le candidat a bien appréhendé la dimension du dossier dans son contexte de coopération territoriale, notamment | 3 Le candidat, malgré son expérience intéressante à l'international appréhende peu la relation Corse/Sardaigne et le contexte des programmes de coopération européenne. | 4 Le candidat a bien appréhendé la dimension du dossier dans son contexte de coopération territoriale. |
| <u>4.2.2 Conduite et périmètre de la mission</u> | | | | |

| | | | | |
|---|--|--|--|--|
| <p>Pour chacune des phases, les prestations d'assistance et de conseil couvriront les aspects juridiques, techniques, financiers et de ressources humaines dans les domaines suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - droit des délégations de service public, - droit du travail dans les transports maritimes, - comptabilité privée / publique, - économie des transports maritimes, - qualité et développement durable en matière de transports maritimes, - techniques de maîtrise de l'énergie, - nouvelles technologies dans le domaine maritime. | <p>Exposer vos connaissances dans les domaines listés</p> | <p>4 Le candidat présente des références intéressantes et cite chaque domaine développé par les membres du groupement</p> | <p>4 Bonnes références du candidat qui précisent son expérience dans divers domaines demandés</p> | <p>4 Le candidat présente des références intéressantes et cite chaque domaine développé par les membres du groupement</p> |
| <p>La mission est décomposée en 3 phases :</p> <p>Phase 1 : Etude des lieux de la desserte maritime Corse/Sardaigne sur les sept dernières années.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Analyse des besoins des usagers ✓ Analyse de la qualité du service public ✓ Evolution de la demande dans la prochaine décennie ✓ Influence de la desserte Corse/Sardaigne sur leur développement durable ✓ Analyse du dispositif de délégation de service public ✓ Analyse des dispositifs de contrôle sur l'exécution de la délégation de service public ✓ Analyse de l'état du droit notamment communautaire en matière de transport maritime | <p>Comment organiser la collecte des informations et la transmission de celle-ci ?</p> | <p>4 La collecte est bien détaillée. Les thèmes abordés, en Corse et en Sardaigne sont pointés et font l'objet d'une analyse statistique avec une projection sur les dix années suivantes et une analyse SWOT. Avec les enseignements suivants : Typologie des besoins, analyse sur la durabilité des territoires,</p> | <p>4 Le candidat présente une bonne connaissance du système des transports maritimes Méditerranée occidentale. Il prend en compte les aspects environnementaux (pollution sonore et atmosphérique). Outre ceux de la qualité de service public</p> | <p>4 La collecte est bien détaillée et les acteurs concernés (tourisme, gestionnaire, acteurs cle du transport, services publics environnement) sont précisément cités. Y compris en Sardaigne</p> |

| | | | | |
|---|--|--|--|--|
| <p>Phase 2 : Propositions de mise en place d'une nouvelle organisation de la desserte Corse/Sardaigne</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Accompagnement de l'Office des transports de la Corse et de la Collectivité territoriale de Corse dans la procédure d'élaboration de la convention de délégation de service public de la ligne Propriano / Porto-Torre ainsi que dans la procédure d'attribution avec participation aux réunions de négociation avec les candidats. ✓ Adaptation de cette convention au droit interne et au droit communautaire. ✓ Accompagnement dans les négociations avec les autorités françaises, italiennes et européennes et participation. ✓ Perspectives de financement externes de la DSP. ✓ Préconisation de dispositifs incitatifs dans la maîtrise des coûts. ✓ Calendrier de mise en place de la procédure. | <p>Préciser votre offre quant à l'accompagnement de l'OTC et la CTC ?</p> <p>Exposer les points déterminants pour assurer la conformité de cette convention au droit interne et au droit communautaire</p> <p>Exposer les modalités d'accompagnement</p> <p>Proposer des dispositifs incitatifs</p> <p>Proposition de calendrier</p> | <p>5</p> <p>La procédure de DSP est dépendante du mode de gestion. La création future du GECT et de la coopération territoriale est bien appréhendée : Le candidat détaille la procédure par étapes chronologiques et tient administratives et compte des obligations que la puissance publique entend imposer.</p> <p>Il prévoit de même l'analyse de la procédure jusqu'à l'aboutissement : offres, négociation, convention.</p> <p>Le candidat détaille les éventuels résultats de la jurisprudence en la matière particulièrement attachée au cas de la DSP existante en Corse.</p> <p>Il propose en outre une méthodologie de suivi et de contrôle de l'exécution du service.</p> <p>Le calendrier par phases est précisé</p> | <p>3</p> <p>Le candidat a une parfaite connaissance du dossier de DSP Corse/Continent. Il propose un accompagnement sur mesure, un calendrier satisfaisant et réaliste. Il prouve sa bonne connaissance du processus des OSP, DSP, SIEG.</p> <p>Il a cependant, ici aussi, du mal à appréhender le contexte de ce dossier dans son environnement de coopération territoriale transfrontalière et donc d'une continuité territoriale européenne qui sera une originalité. L'aspect financier, c'est-à-dire recherche de financement est assez absent.</p> | <p>5</p> <p>Le plan d'affaires, le calendrier et l'élaboration de la convention sont bien décrits et font l'objet d'un chronogramme. Le dialogue et partage avec les institutions nationales italiennes et française, régionale sarde et européenne sont bien prises en compte.</p> <p>Le candidat dispose d'ailleurs d'une antenne à Bruxelles et de deux collaborateurs italiens dont un ayant opéré sur le programme interreg.</p> <p>La description de la phase appuyée par un chronogramme précis détaille clairement le processus jusqu'à la mise en place</p> |
|---|--|--|--|--|

| Phase 1 : Suivi de la mise en œuvre des nouvelles mesures pendant une année. | Préciser votre offre | 4 Le candidat propose un calendrier « perpétuel » de suivi de la DSP. Ce tableau de suivi intègre les indicateurs financiers, techniques et environnementaux ainsi que ceux de satisfaction du service. Il intègre une méthodologie d'organisation entre l'OTC et sa tutelle (CTC). | 4 Le tableau de bord proposé est réaliste et correspond aux attentes. Il prend en compte le contrôle linéaire nécessaire au monitoring financier et technique de la DSP. L'assistance administrative au sein de l'organisation de l'OTC est intéressante notamment du point de vue de la fréquence des réunions. | 3 La description du suivi et de l'accompagnement est correcte mais très succincte. Notamment au niveau des indicateurs et contrôles |
|--|----------------------|--|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"> ✓ Le prestataire devra produire un guide de procédures ad hoc concernant la mise en œuvre et le suivi de la nouvelle DSP. ✓ Le prestataire devra, d'une part assister l'autorité organisatrice à la mise en place de la nouvelle organisation nécessaire à la nouvelle gestion (administrative, financière, tableaux de suivi, modalités de contrôle et de contraintes dans l'exécution de la mission de service public...) et d'autre part pilotage du service public...) et d'autre part assurer un suivi sous forme de rendus mensuels de la mise en œuvre du contrat par le nouveau délégataire. ✓ Suivi opérationnel de la mise en œuvre du contrat par le délégataire notamment : <ul style="list-style-type: none"> Financier : mise en place avec le délégataire de la nouvelle procédure comptable y compris l'organisation de la répartition des tâches afférentes et les tableaux de bord. Technique : suivi de la mise en place des indicateurs prédéfinis conjointement. ✓ Assistance administrative, technique, financière et juridique à la mise en place de la nouvelle organisation nécessaire au sein de la CTC et de l'Office des Transports de la Corse. | Préciser votre offre | 3 Le planning de travail est bien détaillé et cohérent. Il prend en compte les relations avec les autorités nationales italiennes et de l'Union Européenne. | 4 Le planning de travail est bien détaillé. Notamment la phase-II qui est l'ossature du dossier est très explicite dans la méthodologie proposée au point phase-II | 3 Les trois phases correspondent à la demande mais le candidat propose un délai supplémentaire de 3 mois pour la phase-II retardant d'autant la mise en place de la DSP |
| 4.1.1 Déroulement et cadrage des réunions | | | | |

| | | | | |
|---|--|---|---|---|
| <p>Le prestataire devra prévoir dans son offre le nombre de réunions envisagées. Chaque réunion fera l'objet d'un compte-rendu établi par le prestataire.</p> <p>Des réunions complémentaires pourront être assurées au prix défini par le prestataire dans l'acte d'engagement.</p> <p>Le prestataire devra se rendre disponible pour participer à chaque réunion. La visioconférence ou conférence téléphonique pourra être envisagée.</p> | <p>Préciser vos solutions, vos modalités d'organisation.</p> | <p>4 Le candidat détaille les réunions en proposant un système pouvant augmenter le nombre par le système Lifesize.</p> | <p>3 Le candidat ne précise pas, malgré son nombre intéressant, le lieu ou le mode de déroulement des réunions, sauf à la phase-II</p> | <p>4 Le candidat détaille clairement et précise le lieu et le mode de déroulement des réunions</p> |
| <p>4.2.4. Rendu des travaux</p> <p>Les rendus seront présentés par le prestataire à un comité technique dont la composition sera précisée au moment de la signature du marché d'assistance.</p> <p>Pour chaque réunion du comité technique, le prestataire adressera au moins 7 jours avant les dates retenues, un document sous format électronique.</p> <p>Des états d'avancement réguliers seront également à prévoir. En outre, le prestataire devra remettre au minimum mensuellement un rapport d'avancement de la mission.</p> <p>Le prestataire signalera également les difficultés rencontrées.</p> | <p>Préciser votre méthodologie pour le rendu des travaux</p> | <p>5 La présentation proposée correspond à l'attente. Les rendus et livrables sont conformes à une méthodologie rigoureuse et précise qui permet un suivi précis du processus</p> | <p>5 La présentation proposée correspond à l'attente. Les rendus et livrables sont conformes à une méthodologie rigoureuse et précise qui permet un suivi précis du processus</p> | <p>5 La présentation proposée correspond à l'attente. Les rendus et livrables sont conformes à une méthodologie rigoureuse et précise qui permet un suivi précis du processus</p> |
| <p>4.2.5. Références</p> <p>La gestion et le suivi des prestations sont assurés par l'Office des Transports de la Corse.</p> | <p>Préciser vos modalités d'organisation des relations entre le prestataire économique et l'OTC.</p> | <p>5 Les modalités de relations permettent d'identifier les correspondants selon le domaine.</p> | <p>4 Les modalités de relations bien que peu précisées permettent d'identifier les correspondants selon le domaine.</p> | <p>5 Les modalités de relations permettent d'identifier les correspondants selon le domaine.</p> |
| | <p>Total mémoire technique :</p> | <p>62</p> | <p>53</p> | <p>61</p> |
| | <p>Note/20</p> | <p>20,00</p> | <p>17,10</p> | <p>19,68</p> |
| | <p>PRIX HT :</p> | <p>116 300,00</p> | <p>220 000,00</p> | <p>140 000,00</p> |

ANALYSE DES OFFRES

Classement

| Mission d'étude, d'assistance et de conseil sur la desserte maritime Corse/Sardaigne : Propriano / Porto-Torres, à titre transitoire en attente de la création du GEOT | | Candidat N° 1 Cloix & Mendes | Candidat N° 2 CTS Consulting Container | Candidat N° 3 Calia Conseil |
|--|---------------------|---------------------------------|--|--------------------------------|
| Valeur technique | Note de l'offre | 20,00 | 17,10 | 19,68 |
| | Note pondérée (60%) | 12,00 | 10,26 | 11,81 |
| Prix | Note | 20,00 | 10,57 | 16,61 |
| | Note pondérée (40%) | 8,00 | 4,23 | 6,64 |
| Note globale pondérée | | 20,00 | 14,49 | 18,45 |
| Classement | | 1 | 3 | 2 |

Corse



Maritime
MARITTIMO IT FR MARITIME

MARDI 6 JUIN 2017

CTC ~~VILLA KER MARTA~~ 10H30 COMMISSION D'ATTRIBUTION
SALE 4

MISSION D'ETUDE, D'ASSISTANCE ET DE CONSEIL SUR LA DERSTE MARITIME CORSE/SARDAIGNE : PROPRIANO/PORTO-TORRES
GEECCT-ÎLES

| PRENOM | NOM | SIGNATURE |
|-------------|---|-----------|
| Jean-Félix | ACQUAVIVA | |
| Laura-Maria | POLI | |
| Hyacinte | VANNI Rapporteur pour l'Ad. Marie Blanche CABANON SAS | |
| Joëlle | VERDONI | |

Avis favorable conformément au Rapport Remis à jour



**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU 20 juin 2017**



Délibération n° CA 20/2017

**Portant attribution du marché de mission d' étude' assistance et de conseil sur la
desserte maritime Corse/Sardaigne : Propiano/Porto Torées GEECCTT-ILES**

le Conseil d'administration de l'Office des Transports de la Corse s'est réuni le 13 avril 2017 à 10h30 sous la présidence de Monsieur Jean Felix ACQUAVIVA, Conseiller Exécutif, Président de l'Office des Transports de la Corse, à l'hôtel de la Collectivité Territoriale de Corse.

Membres présents ;

Monsieur Jean-Félix ACQUAVIVA, Conseiller Exécutif, Président de l'Office des Transports de la Corse.

CASALTA Mattea- conseillère à l'Assemblée de Corse

LEONETTI Paul – conseiller à l'Assemblée de Corse

MORETTI Edmond – représentant le syndicat CFDT

NADIZI Françoise - conseillère à l'Assemblée de Corse

PANTALONI Joseph – représentant les Chambres des Métiers de Corse

PUCCI Joseph – conseiller à l'Assemblée de Corse

ROSSI José – conseiller à l'Assemblée de Corse

SIMEONI Marie - conseillère à l'Assemblée de Corse

STEFANI Michel – conseiller à l'Assemblée de Corse

TROJANI Paul – représentant la Chambre de Commerce et d'Industrie de Haute Corse

Membres ayant donnés pouvoir ;

BARTOLI Paul-Marie – conseiller à l'Assemblée de Corse

CASANOVA SERVAS Marie Helene - conseillère à l'Assemblée de Corse

CASTELLI Antoine - représentant le syndicat CGC

MARCAGGI Paul représentant la Chambre de Commerce et d'Industrie de Corse du Sud

MAUPERTUIS Anne Marie – représentant l'Agence du Tourisme de la Corse

MURATI CHINESI Karine - conseillère à l'Assemblée de Corse

POLI Laura Maria - conseillère à l'Assemblée de Corse

VANNI Hyacinthe – conseiller à l'Assemblée de Corse

Membres absents ou excusés ;

TALAMONI Jean Guy- Président de l'Assemblée de Corse

ARMANET Guy – conseiller à l'Assemblée de Corse

ARRIGHI Pierre - représentant la Chambre d'Agriculture de Corse du Sud

BINDENELLI Jacques – représentant le Syndicat professionnel des Transporteurs Corse

COMBETTE Christelle - conseillère à l'Assemblée de Corse

CHIBAUDEL Jacques – représentant le syndicat STC

CHORON Oriano – représentant le syndicat des Transporteurs Strada Corsa

BUCCHINI Dominique – conseiller à l'Assemblée de Corse
GUIDICELLI Maria - conseillère à l'Assemblée de Corse
MURATI Fabrice – représentant le syndicat CGT
SANTINI Marcel – représentant le syndicat FO
SIMONPIETRI Michel – représentant le Conseil Départemental de Haute Corse
VANNUCCI Stéphane – représentant le Conseil Départemental de Corse du Sud
VENTURI Jean-Marc – représentant la Chambre d'Agriculture de Haute Corse
VERDONI Joëlle – représentant les usagers proposés par l'Union Régionale des Associations Familiales de Corse

Membre de plein droit :

SCHMELTZ Bernard – Préfet de Région, représenté par ARSIGNY Vincent, chargé de mission au SGAC

Membres avec voix consultative :

SANTONI Jean François Directeur de l'Office des Transports de la Corse
ROSSI Toussaint payeur public, comptable public de l'OTC

Assistent en outre :

Le conseil d'administration de l'Office des transports de la Corse

- Vu le code général des Collectivités territoriales et, notamment, ses articles L.4421-1 à L.4426-1,
- Vu la délibération n° 92/21 AC de l'Assemblée de Corse portant adoption des statuts de l'Office des transports de la Corse en date du 26 mai 1992,
- Vu la délibération n° 95/03 AC de l'Assemblée de Corse portant modification des statuts de l'Office des transports de la Corse en date du 9 février 1995,
- Vu la délibération n° 02/427 AC de l'Assemblée de Corse du 18 décembre 2002 relative aux agences et offices de la Collectivité territoriale de Corse et portant modifications des statuts de ces établissements publics,
- Vu la délibération n° 16/008 AC de l'Assemblée de Corse du 12 janvier 2016 portant désignation des représentants de l'Assemblée de Corse aux conseils d'administration des agences et offices de la Collectivité territoriale de Corse,
- Vu l'arrêté n° ARR1600356 CE du Président du Conseil exécutif de Corse portant désignation du conseil d'administration de l'Office des transports de la Corse, modifié par les arrêtés n° ARR1600529, ARR16000647 , ARR1600356.etARR1703963
- vu le procès-verbal de la commission d'attribution des marchés en date du 6 juin 2017

Après en avoir délibéré,

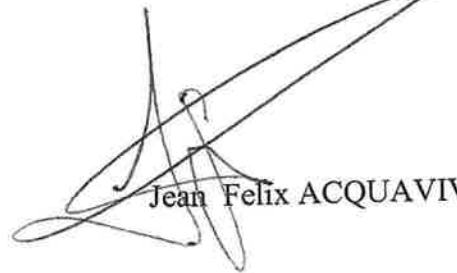
ARTICLE 1^{er} :

Adopte à l'unanimité des membres présents et représentés l'attribution du marché de mission d'étude d'assistance et de conseil sur la desserte maritime Corse/Sardaigne : Propiano/Porto Torres GEECCTT-ILES au cabinet CLOIX et MENDES.

ARTICLE 2:

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de l'Office des transports de la Corse ainsi qu'au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Corse.

Fait à Ajaccio, le 20 juin 2017


Jean Felix ACQUAVIVA

